L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 16 MARS 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 16 MARS.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents.

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, 50 par an, et 10 cts le numéro.

Demande de Vendeurs.

Quelques ENFANTS actifs et intelligents trouveront à s'employer à l'*Abeille* comme vendeurs. Il leur sera fait des conditions avantageuses.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Spear, au coin des rues Dumaine et Bourgogne—Choix de groceries, vins, liqueurs, etc., etc.

Par O. Valeton, coin Magasins et Natchez—Tabac en feuilles pour cigariers.

Par Louis Stern & Bros., dans leur salle d'encan, au No 15 de la rue Chartres—Vente de bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

Maisons-Cottages de valeur, magasin et lot pour batir, à l'encan.—MM. Nash & Hoisington, encanteurs, vendront samedi prochain, 22 du courant, à la Bourse d'Encan St-Charles, le beau magasin et résidence en briques, rue d'Orléans, No 23, entre les rues Royale et Chartres, devant les terrains de la cathédrale; quatre jolis cottages du No 412 au No 420; un lot vacant, rue Robertson, à un demi-jet seulement du Marché St-Bernard, et un lot de choix pour batir; quatre lots au coin des rues Claiborne et Union.

Un cinquième seulement comptant et la balance à 1, 2, 3 et 4 ans avec un intérêt de 8 pour cent. Voyez les annonces dans une autre colonne et les plans au bien de la vente.

SPECTACLES.

Dimanche, 16 mars 1873.

OPERA—Marianne.
ST CHARLES—Corsican Brothers.
ACADEMIE—Minstrels de Cal Wagner.
MUSEE D'ANATOMIE.—40 rue St-Charles.

La Question des Compromis.

Il est certain qu'il y a beaucoup de gens qui, aspirant, avant tout, à la tranquillité, sont prêts à accepter un compromis, même mauvais ou passable, pour en finir avec un état de choses qui cause un malaise général et qui est un obstacle à la reprise des affaires. Notre malheureux Etat a tant souffert depuis douze ans, de la guerre, du régime militaire, de la reconstruction et du gouvernement radical des carpet-baggers, que les grands mots de principes, d'honneur, de dignité, de liberté, n'ont plus guère d'effet que sur certains caractères fermes et intraitables qui ne transigent jamais. Les autres sont disposés, à faire comme les princes grecs de la *Belle Hélène* avec Chalchas, à accepter une partie de ce qu'on leur a volé. On se lasse de tout, même de l'indignation, et, depuis 1868, la Louisiane a été dans un état d'indignation perpétuel. Un pacte avec la nouvelle usurpation paraît donc à beaucoup de gens la seule issue à la situation présente, car, désillusionnés de toutes leurs espérances, ils croient qu'il n'y a aucun moyen d'échapper au contrôle des usurpateurs pendant les quatre années de la présidence de Grant, et, peut-être, pendant plus longtemps encore.

Si quelqu'un doit être las de cette lutte, c'est, assurément, le journaliste qui n'a pas cessé d'être sur la brèche, depuis que le Congrès a jugé à propos de soumettre la Louisiane au bon plaisir d'aventuriers qui l'ont pillée et ruinée. Nous sommes pour notre part, aussi las que pas un de nos concitoyens de cette fièvre d'indignation qui ne laisse pas de répit; et pas un d'eux plus que nous, n'est anxieux de retrouver un peu de cette tranquillité et de cette sérénité d'esprit qui nous font défaut depuis tant d'années. Mais, le journaliste occupe, comme le soldat, un poste d'honneur qu'il ne peut déserter, et l'écrivain, qui a conscience de sa mission, ne peut, même par lassitude et par dégoût, conseiller au peuple la soumission et l'abjection.

Il est, comme nous l'avons reconnu, des compromis acceptables parce que, tout en laissant l'honneur intact, ils sauvegardent les intérêts, au moyen seulement du sacrifice d'une partie de ces intérêts. Le jour où sera présenté à la considération du peuple, un compromis de cette nature, nous n'hésiterons pas à faire violence à nos sentiments qui nous éloignent d'une transaction avec des usurpateurs, pour n'écouter que la voix de la raison et pour recommander l'acceptation d'un arrangement.

Mais ce jour n'est pas venu, parce qu'un dépit de tout ce qu'on a écrit ou dit, de ce que nous voyons encore journellement publier dans des rapports de fantaisie, M. Kellogg n'a jamais témoigné de sa disposition à conclure un arrangement sur des bases justes, équitables et qui pourraient concilier le respect dû à la volonté populaire manifestée par le scrutin du 4 novembre, avec les prétentions légitimes des deux partis opposés.

Nous tenons d'un des membres les plus respectables du Sénat que M. Kellogg n'a jamais fait une proposition qui ne dût être considérée comme une soumission pure et simple à l'usurpation commise par lui.

Ce que M. Kellogg veut et cela ressort clairement de certaines manœuvres, c'est amener, par la lassitude et par le leurre de certaines promesses vagues émises par des gens non autorisés, un certain nombre de citoyens respectables à faire, auprès de lui, des démarches qui seraient les préliminaires d'une soumission et qui le mettraient à même de dicter ses conditions à une population à laquelle il s'est imposé par des moyens que le Congrès n'a pas pu s'empêcher de flétrir.

Nous mettons donc la population en garde contre les manœuvres qui tendent à donner à M. Kellogg un nouveau point d'appui, et nous l'engageons à persister dans une attitude ferme qui démontrera au protégé de M. Grant la nécessité de sortir de sa forteresse du Mechanic's Institute pour descendre sur un terrain où les conditions de la paix puissent se débattre, non plus de maître à sujets, mais de puissance à puissance.

Les législatures de deux grands Etats viennent de censurer leurs représentants au Congrès en raison de leurs votes sur l'augmentation de leurs propres salaires. Il se peut que ces mêmes législatures prennent, en recevant l'adresse du gouverneur McEnery, l'initiative d'une résolution en faveur de la convocation immédiate d'une session extraordinaire du Congrès; et, si une fois la discussion sur cette question s'ouvre dans les législatures d'Etats, l'agitation pourra prendre des proportions qui inquiéteront jusqu'au grand fumeur de la Maison-Blanche. Peut-être, alors, sera-t-il trop tard pour M. Kellogg de se résoudre à faire des concessions, et, pour s'être montré trop exigeant, il risquera de perdre tous les fruits de son habile conspiration.

Un mauvais compromis ne nous offre aucun avantage, et il ferme la porte à tout espoir de réparation dans l'avenir. Mieux vaut, alors, rester dans le *statu quo*, en opposant au gouvernement de M. Kellogg une résistance passive qui lui permettra difficilement de se maintenir jusqu'à la réunion du Congrès en décembre prochain.

Soyons donc fermes et ne commettons pas la faute d'aller, les premiers, trouver M. Kellogg, car ce serait lui donner le courage que nous sommes à un doigt et justifier ses exigences. La législature légale a fait, auprès de la pseudo-législature, une démarche conciliatrice qui a été repoussée avec dédain; il convient, maintenant, que le peuple et ses représentants laissent au parti de M. Kellogg l'initiative de toute proposition nouvelle. Leur intérêt et leur dignité le leur commandent.

Résistance à l'Usurpation.

Nous apprenons, avec une vive satisfaction, que les représentants et les sénateurs élus par le peuple le 4 novembre 1872, n'entendent nullement abandonner la lutte contre l'usurpation Kellogg. Les membres fusionnistes de la Législature, dont l'élection a été reconnue par les deux bureaux, et qui ont, conséquemment, un droit incontestable au titre de législateurs de la Louisiane, se sont réunis, hier au soir, et se sont constitués en commission permanente pour entretenir l'agitation contre le gouvernement usurpateur de Kellogg, jusqu'à ce que justice soit rendue au peuple de la Louisiane et à ses élus.

Cette commission a pour président M. Booth, et pour secrétaire M. Zacharie. Elle doit agir de concert avec l'Association de résistance aux taxes, et avec le comité général des clubs fusionistes. Elle se réunira une fois par semaine. La première réunion aura lieu mardi, à sept heures du soir. Les représentants et sénateurs de la Louisiane qui pourraient se trouver en ville ce jour-là, feront bien d'y assister, car on doit y arrêter un programme d'opposition.

Comme on le voit, le peuple de la Louisiane ne s'est pas encore rendu; il persiste dans son refus de reconnaître M. Kellogg comme gouverneur, et le dernier mot de cette lutte du nombre et du droit contre la fraude et l'usurpation soutenues par les baïonnettes fédérales, n'est pas encore dit.

LE TIMES. — Lors de la réapparition du *Times*, après la saisie opérée en vertu de l'ordre du juge Durell, on a pu voir en tête de ses colonnes ce qui suit :

MRS. W. H. C. KING.....Proprietor.
M. F. BIGNEY.....Editor.
HENRY GREEN.....Business Manager.

Cet en-tête est resté jusqu'au 15 février; mais, à partir du 16 février, le journal a paru sans aucune mention du nom de son propriétaire ni de ses rédacteurs.

Dans son numéro du vendredi, 14 mars, le *Times* clôt une discussion avec le *Picayune* par la déclaration suivante :

Pour le reste, nous saisissons l'occasion d'affirmer que personne, à présent, n'a d'intérêt comme propriétaire dans le *Times*, excepté la veuve et les héritiers de feu Wm. H. C. King; et toute personne qui, dorénavant, essaiera de mettre malicieusement en doute leur titre de propriété, le fera à ses risques et périls.

Nous n'avons rien à voir dans la question de propriété du *Times*, et nous donnons ce qui précède uniquement pour l'information du public, qui jugera l'arbre par ses fruits.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — On s'aperçoit déjà, à l'Opéra, qu'on est en Carême. La représentation au bénéfice de Mlle Protat avait attiré, plus de messieurs que de dames. La bénéficiaire a reçu un excellent accueil, accompagné de bravos et de quelques bouquets et cadeaux. Elle s'est acquittée du rôle de Musette, dans la *Vie de Bohême*, avec sa verve et son entrain habituels. Mlle Miller a été très émouvante dans le rôle de Mimi; le naturel de sa diction forme contraste avec le débit affecté et emphatique de quelques-uns de ses camarades, qui devraient bien modifier leur manière de parler. Le rôle de Mimi doit être ajouté à la liste déjà assez longue des rôles à succès de Mlle Miller.

Ce soir, on donne la première représentation de *Marianne*, drame en 7 actes avec prologue.

Mercredi prochain, pour le bénéfice de M. Duplan, premier comique, le spectacle se composera de : *Ah! que l'amour est agréable*, vaudeville en 5 actes, et de *Une visite de noces*, comédie en un acte de M. A. Dumas fils.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Un auditoire élégant et choisi assistait hier soir à la représentation de Jules César, ce chef-d'œuvre de l'immortel Shakespeare. M. Lawrence Barrett a rempli son rôle en véritable artiste, et a mérité les applaudissements de la salle.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La troupe minstrels de Cal Wagner excite toujours le rire des habitués du théâtre populaire de la rue St. Charles. Le spectacle de ce soir sera très gai et très amusant.

THÉATRE ST. CHARLES.— L'engagement de Mlle Leclercq à ce théâtre se termine ce soir. Cette actrice a bien mérité du public pendant son séjour à la Nouvelle-Orléans.

Lundi soir, la troupe de Dominick Murray fera son début à ce théâtre, dans le drame intitulé "Un échappé de "Sing-Sing".

PIANOS.—M. Louis Grünewald, rue du Canal 120, annonce plusieurs bons pianos de rencontre qu'il vendra à très-bas prix pour du comptant ou pour des termes de $10 par mois jusqu'à paiement final. Parmi ces pianos, il y a des Pleyel, des Erard, des Faivre et d'autres. Voyez les prix aux annonces.

SAUCE DE MAUNSEL WHITE. — MM. J. B. Solari & Son, rue Royale No 45, annoncent aujourd'hui qu'ils ont à vendre la fameuse sauce de Maunsel White, ainsi que quantité d'articles alimentaires de la meilleure qualité et conservés dans un état parfait. Voyez l'annonce.

LES ÉTATS-UNIS A L'EXPOSITION DE VIENNE.

L'industrie des Etats-Unis sera représentée à l'Exposition universelle de Vienne par plus de 700 exposants. Lors de l'Exposition de 1867, à Paris, les exposants américains ne dépassèrent pas le nombre de 245. On voit qu'il y a progrès. Les produits ont été chargés sur deux navires du gouvernement. L'un, le *Supply*, vient de partir pour Trieste. La cargaison se compose d'articles variés, y compris des machines, une chaudière, quatre pompes à vapeur, des machines à travailler le bois, des outils de machiniste, des machines à coudre, des machines de cordonnerie, des pompes à eau, des échelles, des machines à déchirer les chiffons de laine pour la fabrication du drap commun, des instruments d'agriculture de toute sorte, des orgues, des pianos, des appareils télégraphiques, du sel de roche, des machines de la monnaie, des plantes diverses, des produits minéraux des régions desservies par le Northern Pacific Railroad, des huiles, un million de volumes, des statistiques, une collection de la Société américaine de géographie et d'autres articles de moindre importance.

Le second navire, le *Guard*, qu'on est en train de charger, se mettra probablement en route le 15 courant. Il portera des minéraux, produits métallurgiques, des objets en bois, de la quincaillerie, des vins d'Amérique qui, soit dit en passant, seront l'objet d'une attention spéciale de la part du jury de l'exposition, du bateau, un marin, un vent, une fontaine à soda, un char de rue, des chemises confectionnées et d'autres articles qu'il serait trop long d'énumérer.

Les deux navires feront voiles vers Gibraltar, d'où un steamer du gouvernement les remorquera jusque dans l'Adriatique. Le *Supply* arrivera à Trieste du 5 au 10 avril, et le *Guard* n'atteindra probablement pas ce port avant le 25 avril. Les 1,000 tonneaux. A leur débarquement, il y aura à bord un gouvernement et un steamer pour remonter le Danube. Le soin des exposants américains et de leurs produits sera immédiatement confié à

—Miss B....., fille du docteur B....., a été désignée hier soir pour jouer le piano à la [illegible] de Lohengrin.

—Ma chère [illegible], qu'est-ce qu'il a donc, ce pauvre [illegible]? Il a quelque chose, je parie, qui ne va pas.

—J'ai [illegible] de Fauire cela, ça ne va pas.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Hier après-midi, un imposant cortége de citoyens et d'amis en détail accompagnait au lieu du repos éternel une autre victime de l'insurrection de Kellogg, qui a succombé vendredi soir aux suites d'une blessure reçue en combattant noblement pour les droits du peuple, dans la nuit du 5 mars.

Le malheureux, qui se trouvait au premier rang quand la police métropolitaine a tiré à mitraille sur le peuple, d'après un ordre signé de l'ex-général confédéré Longstreet, a eu la jambe droite fracassée par un biscaïen.

Son nom doit être ajouté à ceux de Hartman et de Chandler, qui, comme lui, ont fait à la Louisiane opprimée et ruinée le sacrifice de leur vie.

Notre population tout entière s'acquittera d'un devoir impérieux en rendant à la mémoire de ces trois nobles victimes le tribut de respect et d'estime qui leur est dû.

Le maire Wiltz se rendra, mercredi prochain, à midi, à la salle Carroll, rue des Grands-Hommes, près des Champs-Elysées, avec le comité chargé de distribuer des fonds aux malheureuses victimes du grand incendie qui a eu lieu dernièrement dans le Troisième District. Le maire prendra alors des mesures pour venir en aide aux plus nécessiteux. Les citoyens qui ont souscrit pour alléger les souffrances de ceux qui ont été si rudement éprouvés par la conflagration, sont priés de verser immédiatement, dans la caisse de secours, qui se trouve dans le bureau du maire, le montant de leurs souscriptions.

Il est inutile de faire appel à la générosité publique. Notre population, si appauvrie qu'elle soit, n'a jamais fait défaut en pareilles circonstances.

La Cour Suprême de l'Etat a statué hier dans l'affaire de M. Holbrook contre Jean Bronson et a confirmé la décision de la Huitième Cour de District, en rejetant la demande d'appel.

C'est le juge-assistant Howell qui a lu la décision de la cour. Cette affaire si compliquée est donc définitivement réglée.

Nous apprenons que les commissaires-liquidateurs de l'Association de l'Opéra se sont mis d'accord, hier, sur les conditions de la vente du Théâtre. Ces conditions seront quinze mille piastres comptant et le surplus à un, deux et trois ans. Le jugement sur l'action en partage sera probablement rendu cette semaine.

La fête de Saint-Patrick, le patron de l'Irlande, aura lieu demain, lundi, et les enfants de la " Verte Erin " se proposent de la célébrer avec toute la solennité que comporte la circonstance.

Un cortége monstre se formera rue du Canal, près de la statue de Clay, à dix heures du matin, et défilera ensuite dans les rues principales de la ville.

La procession se composera de six divisions, et sera commandée par le grand marshal James Grant, et par les aides-marshals dont les noms suivent :

John McCaffrey,	Patrick Barron,
Daniel Mahoney,	Patrick Quinn,
William Hannon,	Patrick Glennon,
William Sheridan,	P. Comfort,
John C. Murray,	Thomas Moran,
H. M. O'Meallie,	Henry Gormley,
Thomas Gaffney,	J. J. Dowling,
T. J. B. Flynn, Jr.,	Andrew Lee,
Patrick McCloskey,	John Ruth,
W. H. Manning,	Michael McCarty,

Voici l'itinéraire qui a été annoncé :—De Camp à Calliope, d'Annonciation à Fe-licités, de Magasins à Première, de Carondelet à Julie, de St. Charles à Canal, de Royale à Esplanade, de Levée à Mandeville, de Bourgogne jusqu'à Esplanade, d'Esplanade à Rampart jusqu'à Canal.

L'affaire du maître de poste Lowell et de ses deux assistants, Thomas F. Douglas et John V. Monroe, accusés tous les trois d'avoir détruit ou caché certains documents importants appartenant à la poste, a été continuée hier matin devant le commissaire Miller, représentant le gouvernement des Etats-Unis.

Messieurs Billings, Whitaker et New défendaient M. Lowell, M. Semmes défendait M. Douglas et M. Roun défendait M. Monroe.

Le colonel Hays, agent spécial du département de la Poste, ayant été appelé au banc des témoins, a produit l'ordre signé par Jno. A. J. Cresswell, maître de poste général, qui l'autorise à faire une investigation, et a montré une lettre de M. Lowell, datée du 3 mars, dans laquelle il déclare que les agents Hays et Jeyle se sont adressés à lui dans un mauvais moment, parce que le lendemain, jour du Mardi-Gras, est une fête publique, et que ses assistants sont absents avec les clefs des coffres où sont les livres, les registres et les papiers de la Poste. Il déclare donc que ce n'est que le 5 mars que les agents pourront commencer leurs perquisitions et qu'il leur donnera alors toutes les facilités nécessaires.

M. Hays a dit dans son témoignage qu'il était arrivé, le 10 février, à la Nouvelle-Orléans, et qu'il ne s'était présenté devant M. Lowell que quelques jours après.

Il lui a demandé de lui laisser voir les comptes courants, de lui laisser voir les objections, en disant que son caissier, M. Douglas, était malade.

M. Monroe lui a donné alors la liste des noms des employés, mais a refusé de lui permettre d'entrer dans son cabinet particulier, en disant qu'il n'avait rien à y faire.

M. Monroe a employé un langage peu parlementaire et a parlé vaguement de Casey et de l'administration.

Quand M. Hays a questionné M. Lowell au sujet du déficit qu'il avait remarqué dans les comptes, celui-ci a répliqué que plusieurs des Maîtres de Poste de l'Etat n'avaient pas encore fait leur remise.

Plusieurs commis de la poste sont appelés à témoigner, dans l'ordre suivant : M. Billet, commis des boîtes, M. A. E. Huff, teneur de livres, M. Weisheimer, commis du département des timbres de poste, et A. Sampson, couleur, employé comme reporter de la poste.

Ils ont déclaré que plusieurs livres et documents qu'ils avaient vus dans les bureaux, avaient disparu sans qu'ils pussent se rendre compte comment.

Le 20 février, M. Huff a vu enlever des caisses très lourdes contenant des papiers. On lui a dit que c'était des papiers appartenant personnellement à M. Lowell.

M. Beckwith, avocat de district des Etats-Unis, a appelé alors au banc des témoins, M. Douglas, après avoir levé l'accusation qui pesait contre lui.

Celui-ci a déclaré qu'il faisait partie du département de la poste depuis le mois d'octobre 1869. Il était employé comme caissier. C'est lui qui faisait les comptes trimestriels. Il pensait que les recettes annuelles du département s'élèvent à $180,000. La plus grande confusion régnait dans les bureaux, et il n'y avait pas d'ordre dans le système.

Il y avait un livre de comptes contenant et un registre. On lui a dit que [illegible] avaient disparu.

Il était malade et [illegible] le 20 février. Il ne sait donc pas [illegible] devenus des papiers.

Le commissaire des Etats-Unis, Miller, après avoir entendu ces différents témoins, décidé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes que M. Lowell eut enlevé ou détruit les documents de la poste, et que, conséquemment, l'accusé devait être [illegible].

Nous pensons que les agents Hays et Wyle interjetteront probablement appel devant la cour de circuit des Etats-Unis, présidée par le juge Woods.

Cette affaire menace de traîner en longueur.

Un incendie s'est déclaré vendredi soir, cinq heures et demie, dans une maison inhabitée située rue Philippe, entre les rues Hilton et Chartres. Six maisons ont été détruites en moins d'une heure, malgré les efforts des pompiers, l'eau étant malheureusement très rare dans ce district.

Les pertes totales sont évaluées à $40,000.

Les maisons suivantes ont été détruites complétement ou considérablement endommagées :

La maison en bois à un étage située rue Philippe, appartenant à Calvin Jones; la maison voisine appartenant à Peter Joseph et habitée par Mahlo Adams; la maison appartenant à M. Henry Edwards et les deux maisons voisines appartenant à James Jackson et à Alfred Wagner; la maison en bois à un étage appartenant à M. David Nichols.

Un autre incendie s'est déclaré hier matin à deux heures dans une maison inhabitée située entre les rues Laurel et Jane, appartenant à M. Thomas P. May.

La maison a été entièrement détruite, mais les pertes sont couvertes par une assurance de $1,500 à la compagnie Hibernia.

Nous empruntons les lignes suivantes au *Propagateur Catholique*, au sujet du révérend Chevrus, l'éloquent Dominicain qui vient chaque année parmi nous pour accomplir sa sainte mission :

Ainsi que nous l'avions annoncé dans nos précédents numéros, le T. R. P. Chevrus a ouvert vendredi dernier, le cours de ses instructions à la Cathédrale.

Le P. Paul était attendu avec une grande impatience, et il a dû être heureux de constater la joie avec laquelle une foule immense se pressait autour de la chaire.

Nous n'avons plus à faire l'éloge du Père; cet éloge est tout fait dans le bien que ses prédications précédentes ont produit dans le souvenir profond qu'on en a gardé, et ainsi dans les marques constantes qu'il a obtenues en France, et tout récemment encore, à la manifestation de Lourdes, où sa parole, de l'aveu de tous, a eu les honneurs de la fête.

Qu'il nous soit seulement permis de dire un mot sur la conférence de dimanche dernier. On sait que c'est lui qui avait inauguré à St-Augustin ce jour de prédications spéciales; il était juste que les hommes reprochassent en grand nombre à l'appel fait par Monseigneur à la Cathédrale. Ils n'y ont pas manqué et une foule considérable qui avait bravé la pluie torrentielle du soir, était à son poste. Combien ils ont dû s'estimer récompensés de leur courage par ce sujet digne intéressant que celui choisi par le révérend Père : Pour le Christ et pour la France! Pour le Sacré-Cœur et pour Jeanne d'Arc!

Il s'agissait de répondre à cette objection : Le catholicisme n'est pas divin puisqu'il produit aujourd'hui, dans les races qui le professent, c'est-à-dire les races latines, une décadence que ne représentent pas les peuples protestants, regardés comme les races anglo-saxonnes ou germaniques. On peut dire que le prédicateur a traité son sujet avec le plus grand bonheur et la plus grande actualité. Sans nier en certains points la supériorité des races anglo-saxonnes et germaniques sur les races latines, il a pourtant montré que cette supériorité, loin de tenir aux principes protestants, est due au contraire aux principes catholiques, que les protestants n'ont pas répudiés, de telle sorte que les peuples vraiment catholiques seraient en même temps les plus puissants sous le triple rapport des forces militaires, industrielles et intellectuelles. Et que si le prétexte offre le spectacle en sens contraire, c'est à l'abandon de la doctrine et des pratiques catholiques qu'il faut l'imputer.

Cette thèse profonde a été exposée variée qui n'ont pas été négligés. Et l'histoire, la philosophie, l'économie politique sont venues pour à leur rendre à la vérité leur témoignage éclatant sur les lèvres du prédicateur. En un mot ce sujet si pratique et si élevé a été traité avec un rare bonheur d'expression, de diction et de pensée, et il était facile de voir au silence grave et solennel qui régnait dans l'auditoire, qu'il était tout entier sous le charme.

Il faut espérer que le temps ne sera pas toujours si mauvais que dimanche dernier; nous le souhaitons vivement pour ceux qui n'ont pas pu facilement venir et qui se feront certainement un bonheur de suivre l'éminent prédicateur.

TEMPÉRATURE.—15 mars 1873.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	58	14
12 M.	80	26
3 P. M.	83	27
6 P. M.	70	21

—Voici une anecdote d'hier :

Un procureur de la République étant venu à mourir (cela peut arriver à tout le monde, même aux procureurs de la République); laissa une veuve assez jeune pour convoler en secondes noces, ce qui, assez effrayante pour captiver le cœur du consolateur du procureur défunt.

Il avait lieu ces jours derniers : le nouveau marié s'apprêtait à sortir, quand il se prit en pied et en robe du mari, installé au salon, avait un air scrutateur qui était comme une protestation contre la lune de miel des nouveaux époux.

—Il faudra le remplacer par le vôtre, risqua madame.

Le lendemain, le substitut fit cette réflexion qu'il était dangereux de faire une si forte dépense, lorsque tout à coup il se frappe le front : il venait de trouver une idée.....économique.

Un peintre appelé remplaça la tête du défunt par celle du substitut : la robe avait servi.

— Une concierge se précipite fort émue dans les bureaux d'un commissaire de police :

Monsieur, dit-elle au représentant de M. Léon Renault, je viens de découvrir un crime horrible.

Et elle tend au commissaire une carte postale, sur le verso de laquelle sont écrits ces mots :

"Mon cher Gustave,

"J'ai trouvé un excellent moyen de m'en débarrasser; je le tue..... Est-ce que tu m'approuves ?"

Il s'agit d'un crime horrible, dit la concierge en poussant des cris déchirants.

Le commissaire ouvre aussitôt une enquête, et il apprend que c'est le collaborateur d'un auteur dramatique qui expédie, par carte postale, une idée pour terminer un ouvrage en cinq actes destiné à l'Ambigu.

Mais c'est cette pauvre concierge qui a eu peur.

C'est à dégoûter les portières de lire les cartes postales adressées à leurs locataires.

☞ Demandez à votre épicerie l'Yeast Powder de Donley. C'est la meilleure poudre à lever pour préparer les biscuits, les tourtes, la pate, les galettes, les gaufres, etc. Elle se vend chez tous les épiciers. 16 V D

Décédé, hier, à six heures et demie du soir, à l'âge de quarante-trois ans, AUGUSTE BARQ, né à Rouen, Seine-Inférieure, France. Les parents et amis de la famille sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu à quatre heures précises du soir. Le convoi partira de sa dernière demeure, coin St. Louis et Remparts.

De la part des familles Barq, Deanes et Mayence.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle.—Les membres de la dite société sont priés d'assister aux funérailles du regretté AUGUSTE BARQ, décédé hier à 6 1/2 heures du soir. L'enterrement aura lieu aujourd'hui à quatre heures précises de l'après-midi. Le convoi partira de sa dernière demeure, coin St. Louis et Remparts.

Par ordre du Président,
16 mars—1 A. BARBIER, Secrétaire.

A. L. G. D. G. A. D. U.

Or. de Nouvelle-Orléans, Mars[illegible] 1873.

FALLECHO—Il [illegible] ce matin, à [illegible] heures et demie, notre Frère JUAN DE LA CRUZ SERVIER, Général de la Havane, Cuba. [illegible] Mardi, 18 courant, à 4 heures de l'après-midi, de la maison mortuaire, [illegible] Rampart, entre les rues Conti et Bienville.

Les officiers et membres de la Loge [illegible] sont invités à assister aux funérailles de notre regretté Frère, qui auront lieu aujourd'hui, Dimanche, 16 courant, à 2 heures de l'après-midi, de la maison mortuaire, [illegible] Rampart, entre les rues Conti et Bienville.

Les VV. RR. de la [illegible] No 1, et particulièrement [illegible] Ordre, sont respectueusement [illegible] assister à [illegible] funérailles.

Par ordre du V. R. M.
16 mars—2 [illegible], Secrétaire.

L'EQUITABLE,
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, DES ETATS-UNIS.
(The Equitable Life Insurance Society of the United States.)

Succursale, rue du Champ St. Nile-Orléans.

Accroissements	$10,000,000 00.
Revenu annuel	2,000,000 00.
Excédant	$2,200,000 17.
Nouvelles affaires de 1872	$61,921,977, démontrant le chiffre de beaucoup le plus [illegible] jamais [illegible] dans le monde de [illegible].

A. B. CLEVELAND & SON,
Agents-généraux pour la Louisiane et le Sud.
16 mars—1m

LICENCES et TAXES
D'ETAT et de VILLE.
Payez-les en Timbres-les Payer.
— En vente chez tous —
Mr BRETTE,
14..... Rue St-Charles..... 14
De 7 heures du matin A 7 heures du soir.
2 mars—6m—PP

J. DESCA,
ANCIENNE MAISON L. MOULOR.
No 89....RUE VIEILLE-LEVEE....No 89.
Manufacture de Vapeur de
TABAC A FUMER ET A PRISER.
En Remplacement de
CIGARES DE LA HAVANE, TABAC, & CIGARETTES.
Nouvelle-Orléans.

ENTREPOT DE TAPIS,
No. 17 de la rue de Chartres.
Tapis [illegible] pour [illegible], tables et vis
Tapis de Chaux et de cuve.
Tapis [illegible] pour [illegible].
Tapis [illegible] à vendre.
Tapis [illegible] à [illegible].
Tapis [illegible] à [illegible].
Tapis [illegible] à [illegible].